PAROISSE D'ORLEANS.—Cour des Preuves.—Succession de Nicolas (Gaspard) Arnaud.—Avis est par le présent donné aux créanciers de la succession ci-dessus mentionnée d'avoir à produire leurs créances entre les mains du soussigné, dans le délai de trente jours à compter de la présente publication, les réclamations qui ne seront pas produites dans ce délai ne seront point admises. Et les personnes qui doivent à ladite succession sont requises de faire leurs paiements entre les mains du soussigné, dans le même délai, sous peine de poursuites.
W. F. C. DUPLESSIS,
Par ordre de la Cour. Greffier des Testaments.
10 juillet—3 en 10

PAROISSE D'ORLEANS.—Cour des Preuves.—Succession de Nicolas (Gaspard) Arnaud.—Avis est par le présent donné aux créanciers de la succession ci-dessus mentionnée d'avoir à produire leurs créances entre les mains du soussigné, dans le délai de trente jours à compter de la présente publication, les réclamations qui ne seront pas produites dans ce délai ne seront point admises. Et les personnes qui doivent à ladite succession sont requises de faire leurs paiements entre les mains du soussigné, dans le même délai, sous peine de poursuites.
W. F. C. DUPLESSIS,
Par ordre de la Cour. Greffier des Testaments.
10 juillet—3 en 10

COUR DES PREUVES.—Attendu que Rosine Marrot, veuve Auguste Dumange, a présenté une requête à l'effet de la voir autoriser à faire procéder, dans un délai et par-devant le notaire de la nouvelle Orléans, à l'effet d'obtenir les lettres de curatelle à la succession vacante de feu Auguste Dumange, décédé intestat. A ces causes, il est ordonné que tous ceux qui pourront se prétendre héritiers ou créanciers de ladite succession aient à faire leurs oppositions, si aucunes y ont, dans le délai de trente jours, à compter de la présente publication, sinon et à faute de ce faire, ledit délai expiré, il sera procédé à la vente des meubles et effets mobiliers de ladite succession, ainsi que de la vente de la maison située en cette ville, rue Bourbon, entre les rues Conti et Bienville, le tout au plus offrant et dernier enchérisseur, conformément aux lois et ordonnances en pareil cas.
Donné en la Cour, à la Nouvelle Orléans, ce 10 juillet 1843.
W. F. C. DUPLESSIS,